



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

DOMINIQUE REYNIÉ

L'avenir du populisme

Les Carnets des Dialogues du Matin

DOMINIQUE REYNIÉ

L'avenir du populisme

Sommaire

Avant-propos Dominique Lecourt	p. 5
L'avenir du populisme Dominique Reynié	p. 7
Les publications de l'Institut Diderot	p. 29

Avant-propos

Dominique Reynié prend acte d'un phénomène nouveau qui affecte le rapport des forces politiques dans l'Europe entière : la montée, depuis 15 ans, de mouvements dits « populistes ».

Prenons garde de ne pas raisonner à l'ancienne. Ces mouvements ne se présentent nullement comme le simple prolongement des actions et des doctrines de « l'extrême droite » traditionnelle. Le croire serait s'exposer à se trouver à chaque instant pris à contre pied. On le voit en France, par exemple, lorsque Marine Le Pen défend la laïcité ou affiche une politique pro-israélienne.

Cette nouveauté, Dominique Reynié nous invite à nous en saisir par un concept nouveau, celui de « populisme patrimonial ». Dans une Europe vieillissante, inquiète de son appauvrissement démographique, ce populisme joue sur le désir de sécurité et la peur de l'immigration. Il se présente comme une défense du patrimoine immatériel, c'est-à-dire un « style de vie », aussi bien que matériel, c'est-à-dire qu'il joue sur la peur que suscite la baisse du niveau de vie.

La discussion approfondie qui a suivi cet exposé montre combien est éclairant le point de vue de Dominique Reynié pour un avenir qui ne doit pas devenir une fatalité.

Pr. Dominique Lecourt

Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir du populisme

Il existe une grande variété d'usages du terme « populisme » ; on l'applique à des formations politiques et à des régimes politiques fort différents, dans des circonstances historiques également très différentes. La notion de « populisme » est d'ailleurs très critiquée en sciences sociales, en raison des difficultés de définition. Je crois pourtant qu'on ne doit pas y renoncer. D'abord, parce que bien d'autres concepts politiques n'ont pas la clarté qu'ils semblent avoir au premier abord. Comme le fait remarquer Jacques Julliard dans *Le Débat*, le mot « socialisme », par exemple, est employé comme s'il faisait immédiatement sens, alors qu'il y a en réalité de très nombreuses acceptions du terme : le Président Mao et François Mitterrand s'en sont tous deux revendiqués, et l'on ne peut pas dire qu'il y ait beaucoup de rapports entre eux. Le « populisme » est par conséquent bien loin d'être le seul concept difficile à définir. Je l'utiliserai donc malgré tout, parce qu'il décrit bien quelque chose qui relève de la prétention à tenir un discours singulier au nom du « Peuple » dans sa généralité, et qu'il arrive d'ailleurs que les populistes se qualifient eux-mêmes de « populistes », ce qui n'est certes pas suffisant pour qualifier une activité politique mais constitue déjà un indicateur. Ainsi, la même année, en 2010, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont déclarés tous deux « populistes ».

UN PHÉNOMÈNE EUROPÉEN

La France n'est d'ailleurs, sur ce point, qu'un cas parmi d'autres : on ne peut pas saisir la force de ce mouvement populiste si on ne le réinscrit pas dans un contexte *européen*. Il serait même peut-être possible d'établir quelques points de comparaison avec le mouvement du Tea-Party aux États-Unis, mais la sociologie paraît différente. Ce qui est certain, par contre, c'est que l'Europe partage une expérience assez homogène sur laquelle on peut se pencher.

Le populisme est redevenu un objet central depuis quinze ans dans la mesure où l'on a pu constater les succès électoraux remportés par un certain nombre de partis politiques, soit relativement anciens, soit nouvellement créés, qui se rattachent à cette mouvance. C'est le cas, en particulier, de la liste Pim Fortuyn, devenue avec Geert Wilders le Parti pour la liberté, aux Pays-Bas, qui illustre parfaitement ce néo-populisme européen : parti créé *ex-nihilo* et qui, trois mois après sa création, est devenu une force parlementaire de premier plan. C'est là une caractéristique générale de ces partis que d'avoir connu récemment une progression fulgurante, comme par exemple le Parti des Vrais Finlandais qui, en quatre ans, est passé de 4 % des suffrages exprimés à 20 %, faisant donc jeu égal avec les deux grands partis traditionnels (social-démocrate et conservateur). De même pour le Parti du Progrès norvégien (près de 23 % des suffrages au niveau national) ou l'Union des Centres en Suisse (28,9 % au niveau fédéral en 2007 et 26,2 % en 2011). Notons d'ailleurs que la Suisse et la Norvège ne font pas partie de l'Union européenne et que, par conséquent, on ne peut pas retenir comme suffisante l'explication du populisme par l'appartenance à l'Union européenne. Il y

a là un climat continental plus général. De même, l'explication du populisme par la crise des finances publiques ou les difficultés économiques extrêmes ne saurait suffire à rendre compte des succès électoraux de tels partis.

Dans chaque pays d'Europe, il y a au moins un parti populiste qui est beaucoup plus prospère qu'il n'a jamais été ou un nouveau parti populiste qui a connu immédiatement un succès fulgurant. Aucune nation n'est épargnée : l'Espagne, jusqu'ici relativement préservée, commence à connaître elle-aussi la montée en puissance de thématiques populistes virulentes ; en Grèce, un populisme se développe à partir de l'extrême-droite. En Europe, il y a toute une palette de cas montrant que le Front National n'est évidemment pas le seul à s'inscrire dans cette tradition et dans ce discours populiste.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

Je ne retiendrai ici que les cas de populisme qui s'expriment dans le cadre de régimes démocratiques. Je laisserai donc de côté les populismes qu'on trouve dans certains pays non-démocratiques, où ils relèvent de stratégies de gouvernement de type démagogique : des formes de gouvernement qui s'appuient sur le « peuple », mais dans un système politique non-compétitif ou semi-compétitif : Russie, Venezuela, Iran, etc.

Le populisme s'exprime par une série de thèmes et de représentations. Sa première caractéristique, c'est la contestation du gouvernement représentatif : le propre du populisme tient dans la disqualification des représentants. Contre le système parlementaire, le discours populiste met en avant deux idées :

1- La démocratie directe contre la démocratie représentative

Aujourd'hui, en Europe, les partis populistes se présentent comme les défenseurs de la démocratie directe. Leur modèle, c'est la Suisse : une démocratie référendaire, plébiscitaire, avec le référendum d'initiative populaire qui est considéré comme le *nec plus ultra* de la démocratie authentique ; les populistes s'attachent aux formes de contournement des systèmes représentatifs. Le populisme européen a été très marqué par l'affaire du référendum suisse contre la construction des minarets, que l'on a considéré comme *la* solution pour forcer la main des gouvernants et leur imposer un débat sur la défense des identités. Les thèmes du référendum et de la démocratie directe placent les adversaires des populistes dans une position délicate en prenant le risque d'apparaître opposés à une forme de démocratie que le sens commun juge spontanément supérieure à la démocratie représentative. Ce populisme fait fond sur une vision du chef qui relève plus de la prétention à *l'incarnation* que de la prétention à la représentation. Le populiste a son chef ; ce chef ne représente pas le peuple, il l'incarne. Il prétend à un certain charisme, très différent de celui des représentants élus, qui sont clairement présentés comme distincts, ayant un mandat dont le terme est fixé par avance, et qui appellera ensuite la reddition des comptes devant le corps électoral. Ici, nous sommes plutôt dans la revendication d'une identité entre le peuple et celle ou celui qui prétend le représenter. Notons bien cependant qu'à peu d'exceptions près, en réalité, les chefs populistes sont issus du monde des « élites ». Le Parti du peuple danois, dirigé par Pia Kjaersgaard, qui fut infirmière en gérontologie, constitue peut-être l'un des rares cas où nous avons un chef populiste issu de classes

relativement « populaires ».

2- Une vision sommaire de la société

Il n'y a pas des classes sociales, pas de forces ou de groupes sociaux en interaction, en compétition, avec des intérêts divergents et des compromis à bâtir : il y a un *peuple* et des *élites*. C'est une vision on ne peut plus réductrice de la dynamique sociale. Conséquemment, dès lors qu'il y a un *peuple*, il n'y a plus de compromis à bâtir pour former une majorité ; il n'y a plus d'intérêts contradictoires à organiser. Vous trouverez donc côte à côte celui qui se plaint d'un excès de pression fiscale, qui est restaurateur, indépendant et voudrait défendre sa baisse de TVA, et le salarié qui se plaint de la réduction des aides sociales dont il est l'un des bénéficiaires. Le populisme ne fait pas le *distinguo* entre ces deux types de personnes qui auraient pourtant bien des motifs de discuter entre elles. C'est seulement à condition de rester à un certain niveau de généralité que ces contradictions n'apparaissent pas au sein de la revendication populiste.

Les élites dont il est question sont, elles aussi, perçues de manière globale comme *des élites*, sans distinction, et font l'objet d'une disqualification radicale. Ce sont des élites à la fois incompetentes, corrompues et globalisées. Dans cette globalisation, on peut retrouver parfois certains éléments d'antisémitisme¹. Le livre de Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous !*, titre tout à fait représentatif du discours populiste, est plein d'hostilité contre les élites en général,

1. L'antisémitisme semble plutôt actuellement en progression en Europe. Certains indicateurs sont tout à fait clairs, notamment en Espagne où plus d'un Espagnol sur deux considère avoir une vision négative des Juifs.

qualifiées par lui de « bouches à fric ». Le discours xénophobe est cependant un point important sur lequel Mélenchon se distingue de Marine Le Pen. Si Mélenchon semble régulièrement tenté par la stigmatisation des étrangers, il n'a pas encore véritablement franchi le pas, même si la manière dont il fustige les milieux de la finance et de la banque y fait parfois songer. L'exaltation de la dimension nationale et la détestation de l'Europe accompagnent ce discours de rejet où se loge si volontiers la peur de l'étranger.

3- Le troisième point que l'on doit noter est l'usage d'une rhétorique outrancière

Les populistes tiennent un discours simplifié, radical par nature, auquel on ne demande jamais de rendre des comptes. Ils s'expriment avec une espèce de totale liberté. Les populistes développent un discours qui est en lui-même *spectaculaire* : c'est une difficulté, sur laquelle il convient de travailler sérieusement, que de constater à quel point les médias dans leur ensemble manifeste une forme d'empathie, de complicité ou de familiarité avec le discours populiste, parce qu'il s'agit d'un discours qui, en lui-même, fait spectacle. Les médias, la télévision et la radio en particulier, ont mis en place, par exemple, toute une série d'émissions hybrides, qui se situent entre le divertissement et l'information, entre le comique et le sérieux, qui constituent de véritables machines à discréditer les responsables politiques et sociaux invités dans ces émissions où l'on se moque d'eux, de leurs tics, de leurs comportements, etc. C'est là un véritable traitement qui s'est installé à la radio, à la télévision, dans la presse, etc. Il aboutit à un travail de sape produisant des effets très profonds et extrêmement dommageables dans une

démocratie ; effets de *dé légitimation* des responsables publics, qui généralement n'ont plus beaucoup de bonnes nouvelles à partager et sont mis en difficulté. Ainsi se met en place une disqualification systématique de la classe politique, disqualification à laquelle échappent curieusement les populistes. Des populistes, on se moque finalement assez peu. Après tout, un homme politique qui déclare : « je suis le bruit, la fureur, le fracas » devrait susciter un grand éclat de rire ! Pourtant, il existe une sorte d'empathie ou de « consanguinité » entre des médias toujours à la recherche d'impact, de formules spectaculaires, pour des raisons qui tiennent à l'économie médiatique, et cette capacité qu'a le discours populiste, en propre, à parler sans avoir de comptes à rendre, sans être interrogé sur le sens ou la faisabilité de telle proposition ou la cohérence de tel raisonnement. Ainsi, nous assistons à l'installation du discours populiste au cœur de notre démocratie.

DES VARIABLES EXPLICATIVES ET DE LEUR CONJONCTION

Voici donc des éléments généraux, mais insuffisants cependant, pour qualifier le populisme qui connaît actuellement un grand succès en Europe. Pour le définir un peu plus précisément, il convient de prêter attention à un certain nombre de variables. Nous vivons actuellement dans un contexte historique que je caractériserai comme une « crise des puissances ». C'est une crise plus européenne qu'occidentale, et plus occidentale que mondiale : les Européens ont le sentiment de ne plus avoir de puissance à leur disposition, ni même d'ailleurs de puissance publique nationale. Cette « crise des puissances » se nourrit des variables suivantes.

-
1. Tout d'abord, une évolution démographique irréversible : l'Europe vieillit beaucoup et va se dépeupler, à moins qu'il y ait un rééquilibrage par les migrations. A partir de 2015, il y aura plus de décès que de naissances en Europe : le solde deviendra négatif. Le taux de natalité moyen européen s'élève à 1,3 enfant par femme ; un européen sur deux est une fille, mais il y a de moins en moins de filles qui naissent. Il faudrait donc que les femmes, qui sont de moins en moins nombreuses, adoptent un comportement ultra-nataliste pour compenser les pertes des cohortes précédentes. On arrive donc à un moment où, par l'évolution de la natalité, les choses finissent par devenir irréversibles. L'Allemagne, par exemple, a perdu 200 000 habitants l'année dernière. Et ce phénomène va s'accroître chaque année davantage si on reste dans la situation présente. Globalement, la situation est donc très claire sur le plan démographique. Cette situation entraîne d'ailleurs une profonde évolution des mentalités. Sans être déterministe ou mécaniste, ce vieillissement conduit à la poussée d'opinions conservatrices, liées à des préoccupations, des demandes de protection et de sécurité, une intolérance à de nouvelles façons de vivre.
 2. D'autre part, cette évolution démographique se situe elle-même dans un cadre économique radicalement nouveau : la mondialisation. Au moment même où l'Europe vieillit, le monde appelle à une relance de l'activité économique par les effets de concurrence qui se radicalisent entre les différentes parties du monde, et l'émergence de nouvelles puissances nous incite à renouer avec une activité plus intense, ce qui paraît plus compliqué pour des peuples vieillissants.
 3. Cette évolution démographique détermine une autre

variable agissant sur le problème : la question de l'immigration. La relance de l'immigration constitue à mon avis l'une des principales solutions au problème démographique. Solution à laquelle je crois beaucoup, mais qui soulève évidemment toute une série de problèmes supplémentaires. L'immigration constitue aujourd'hui en Europe l'un des fagots dont les divers populismes font usage pour alimenter sans cesse leur machine infernale. Le thème de l'immigration, du « multiculturalisme conflictuel », fait le cœur du discours populiste : c'est moins un discours « raciste » que « xénophobe ». Une mutation s'est opérée sur ce point, raison pour laquelle il ne s'agit plus vraiment de l'extrême droite que nous avons connue auparavant. Les références ne sont pas les mêmes. En particulier, les chefs populistes européens sont presque tous philosémites, pro-israéliens et pro-sionistes, ou font des efforts importants pour le devenir quand ils ne l'étaient pas. C'est un enjeu de toute première importance pour Marine Le Pen que se rendre à Yad Vashem afin de réaliser complètement cette opération de recyclage politique. Cette évolution n'est pas vraie, par contre, pour le populisme est-européen, postcommuniste, où l'antisémitisme reste extrêmement virulent, que ce soit en Hongrie, en Slovaquie ou en Pologne.

4. Cette situation de « crise des puissances » devient encore plus aiguë si l'on y ajoute la question, on ne peut plus actuelle mais présente depuis déjà quelques temps, de *la crise des capacités financières des États*. Pour la première fois depuis 1945, les États-nations ne disposent plus de l'outil de régulation, de transaction et de compromis qui leur a permis de construire de la cohésion sociale, de soutenir la démocratie, d'offrir du confort et de la protection.

Ces diverses variables se trouvent radicalisées enfin par un *effet de bascule démographique*. L'Europe accueille des immigrés depuis des décennies ; depuis une quarantaine d'années, ces flux d'immigrés proviennent beaucoup plus souvent d'Afrique. Mais pendant longtemps, les immigrés que nous recevions étaient relégués : on ne les voyait pas, ils n'étaient pas représentés. Aucune des sociétés démocratiques européennes n'a été réellement préparée politiquement, culturellement et intellectuellement, à la recomposition ethnoculturelle qui s'opère aujourd'hui, logiquement, par un simple effet de bascule. On voit ainsi se multiplier les conflits interculturels qui touchent à tout un ensemble de problèmes très concrets : le monde de l'hôpital, les cantines scolaires, la justice, le paysage urbain, etc. Conflits d'autant plus problématiques que personne n'ayant vraiment préparé les sociétés à les affronter sereinement, on ne dispose guère de modèles pour en discuter et y faire face avec mesure, trouver des solutions pacifiées, satisfaisantes pour tous. Rien n'a été préparé, ce qui conduit à des débats à l'emporte-pièce sur l'identité nationale ou la laïcité, qui ne répondent pas au problème, voire participent de son aggravation. Il manque ici, assurément, tout un ensemble de réflexions et de prises en charge politiques sérieuses, réfléchies et apaisées, sur ces questions.

UN POPULISME PATRIMONIAL

La conjonction historique de ces variables, déjà très pesantes par elles-mêmes, pourrait produire de lourdes conséquences. Et, dans ce contexte, on trouve des « entrepreneurs politiques » qui ont su saisir cette opportunité : tels sont précisément les populistes. On ne

peut qu'être frappé de plusieurs faits en les observant : ils appartiennent généralement aux jeunes générations ; ils possèdent souvent une formation issue des métiers du marketing et de la communication ; ils sont entourés de professionnels de la publicité et de la communication, voire sont eux-mêmes des entrepreneurs travaillant dans ce secteur : c'est le cas en Suisse ou en Grèce, par exemple. Ils possèdent une agence de communication, une chaîne de télévision ou un média. Ces entrepreneurs en populisme ont fort bien compris une chose : l'extrême droite traditionnelle, dont ils sont généralement issus², a terminé son temps ; ses références ne font plus sens ; les partis d'extrême droite constitués comme tels ont vu leur influence électorale quasiment disparaître. La conversion au populisme constitue donc le point de renaissance de ces organisations. Les Démocrates de Suède (*Sverigedemokraterna*), qui sont entrés au parlement en 2010, se réunissaient, il y a encore trois ans, en uniforme nazi. Leur leader a 26 ans, c'est un doctorant en sciences politiques. Leur reconversion est spectaculaire et parfaitement représentative d'une tendance générale. Aucun parti n'a laissé passer cette opportunité. Ils s'observent mutuellement et c'est, sans nul doute, Pim Fortuyn qui a inspiré bon nombre d'entre eux. On peut considérer, par exemple, que Marine Le Pen s'est engagée dans une stratégie d'imitation de ce populisme hollandais. Ces divers populistes ont bien su percevoir une double demande de protection :

1. La protection du *patrimoine matériel*, tout d'abord, c'est-à-dire une protection du niveau de vie dans la

2. Généralement, mais pas uniquement. Pim Fortuyn, en particulier, venait du marxisme et de la sociologie politique.

globalisation. De cet appel à protéger le patrimoine matériel découle ce qu'on peut appeler un *ethno-socialisme*, qui propose de réserver l'État-providence à l'ethnos, au peuple - en fait, aux Blancs. Ce discours se répand partout en Europe³.

2. La protection du *patrimoine immatériel*, d'autre part, c'est-à-dire la protection du « style de vie » : protéger nos coutumes, nos paysages, notre monde « familial ». C'est dans la prétention à représenter le Peuple et à le protéger dans cette double dimension que le populisme est en train de se développer.

La dimension matérielle permet de mobiliser les classes populaires tandis que la dimension immatérielle fait que ce populisme touche aussi des classes moyennes, voire supérieures. On le voit très bien en France où on assiste à un ensemble de ralliements au Front National de personnes qui n'appartiennent guère au « petit-peuple ». Parce que, dans ce patrimoine immatériel, on trouve aussi la question des « valeurs européennes », dans lesquelles on peut ranger l'égalité homme/femme, la laïcité, la liberté individuelle, contre lesquelles les populistes prétendent que les musulmans se dressent. Selon eux, l'Islam remet en question le corpus libéral sur lequel se fonde l'identité politique européenne. Sur ce sujet, le populisme hollandais a su se montrer très efficace en s'appuyant notamment sur l'affaire Rushdie ou celle des caricatures. C'est là une manière de rallier à soi des intellectuels libéraux, au travers

-
3. On peut d'ailleurs en rapprocher le populisme de séparation qui oppose, au sein d'une même communauté politique, des peuples distincts sur le mode : nous sommes riches, ils sont pauvres et paresseux et nous ne voulons plus payer pour eux ; populisme que l'on trouve tant en Belgique qu'en Italie et maintenant aussi en Espagne.

du thème de la « défense des libertés » et non pas, comme le faisait autrefois l'extrême-droite, de la remise en cause des libertés. C'est évidemment la raison pour laquelle Marine Le Pen a qualifié les prières dans la rue et les musulmans en général d'armée d'occupation. Elle reprenait ainsi un thème qui fut lancé en Europe par Oriana Fallacci ⁴, qui inversait le paradigme traditionnel et faisait de ces populistes les nouveaux résistants contre les nouveaux collaborateurs que seraient ceux qui tolèrent ou favorisent le multiculturalisme.

Ce populisme patrimonial se caractérise enfin par le fait qu'il ne reconnaît pas le clivage gauche/ droite et tend même de plus en plus à absorber une partie de la gauche au point de vue idéologique. Il y a encore dix ans, ce populisme était beaucoup plus à droite en matière économique et pouvait s'accommoder du marché. Mais il tend de plus en plus, à travers la crise, à prendre la forme d'un ethno-socialisme.

4. Oriana Fallaci fut d'ailleurs une très jeune activiste dans la résistance face aux fascistes, puis défendit la libération des femmes, avant de devenir l'une des plus radicales dénonciatrices du choc des civilisations, appelant l'Europe à renouer avec ses racines chrétiennes et à s'opposer à l'influence de l'Islam.

DISCUSSION

Ne peut-on pas trouver certains éléments positifs dans le populisme ? En particulier, le fait qu'il permette une meilleure prise en compte des revendications des gouvernés et une plus grande démocratie ? Et, d'autre part, parce qu'il constitue une réaction saine face à la transformation actuelle de la « substance européenne » du fait de l'immigration, en amenant l'Europe à se recentrer sur ses valeurs et en permettant ainsi d'incarner une Europe qu'on dit trop souvent désincarnée ?

Dominique Reynié : Il convient de distinguer entre les moments populistes de certains partis de gouvernement et les partis populistes proprement dits. Les partis de gouvernement sont tous, aujourd'hui, placés sous la pression des partis populistes. Deux stratégies sont alors possibles, dont il est difficile de dire laquelle est la plus pertinente. Ou bien on se différencie clairement des partis populistes en soutenant qu'il y a certains discours qu'on ne peut pas tenir et qui sont ceux des partis populistes ; le risque est alors de laisser le monopole à ces partis sur certains sujets. Ou bien on s'efforce d'en reprendre les thèmes sans en reprendre les thèses, mais cela peut présenter autant de risques que de bénéfices.

Prendre le populisme comme un appel à plus de démocratie est un peu illusoire. Il s'agit moins d'un appel que d'un cri désespéré lié à un sentiment que le gouvernement sur lequel je peux agir par mon vote ne peut en fait agir vraiment sur mon destin, parce que la puissance publique n'a plus nécessairement les capacités de son action. La vraie réponse face au populisme consisterait moins à relancer la démocratie qu'à rebâtir une puissance publique capable de déterminer le destin des citoyens. Or, de mon point de

vue, seule l'Europe peut y parvenir et les partis populistes ont une constante : c'est de prendre l'Europe pour cible. Certes, nous devons trouver, mais de façon mesurée, très prudente, et surtout *ensemble*, des solutions aux problèmes liés au multiculturalisme, qui doivent être politiquement pris en charge. Mais il ne semble pas que les solutions populistes soient de cet ordre : elles ne se font pas ensemble mais les uns contre les autres, dans un système d'exclusion et de réaction.

Dans la poussée populiste, je verrais peut-être un élément positif : l'appel à la justice. Les crises de corruption que l'on voit se multiplier sont un formidable moteur du populisme et l'on ne peut pas, quand le peuple gronde parce qu'il y a des cas de corruption, le balayer d'un revers de main.

Le populisme n'est-il pas un simple avatar du conservatisme puisqu'il s'agit de préserver de l'existant (le patrimoine matériel ou immatériel) ? D'autre part, n'y a-t-il pas un paradoxe entre la rhétorique antiparlementaire des partis populistes et en même temps leur volonté à participer à des alliances de gouvernement ?

D. R. : Le populisme patrimonial est certes conservateur mais il s'agit alors d'un *néo*-conservatisme bien particulier car les populistes ont des positions très différentes, par exemple, des néoconservateurs américains sur tout un ensemble de questions traditionnelles. Par exemple, la question religieuse n'est guère présente, sinon à titre incantatoire et sous la forme culturaliste d'un anti-islamisme, auquel on n'oppose pas vraiment un christianisme qui devrait redevenir conquérant. Même si certains leaders populistes affirment à titre personnel leur

christianisme, ce n'est pas là un thème très important : ils se déclarent plutôt les défenseurs de la *laïcité*. Une remarque comparable peut être faite sur la liberté sexuelle : les populistes européens se sont convertis à la liberté sexuelle : le cas de Pim Fortuyn, est exemplaire. Homosexuel militant, il considérait que la liberté de choisir sa sexualité faisait partie intégrante des valeurs européennes et se trouvait menacé par l'Islam.

En ce qui concerne la relation des partis populistes aux partis de gouvernement, plusieurs points doivent être soulignés. Tout d'abord, il faut prendre en compte la variété des systèmes politiques européens. Le système proportionnel et parlementaire tel qu'il existe en Suède ou en Finlande implique par exemple de tenir compte de petits partis politiques, par exemple populistes, dans telle ou telle alliance. Ainsi, le Parti des Vrais Finlandais pèse sur la coalition de gouvernement. La situation est différente dans un système majoritaire et bipolarisé comme en France. Mais il faut en tout cas bien noter que la thèse selon laquelle il suffirait de faire entrer un parti populiste dans un gouvernement pour qu'il disparaisse est invalidée : les Autrichiens ont essayé et cela a échoué... Le FPE s'est certes déchiré, mais à terme, ils se sont renforcés ; de toute façon, dans le cas contraire, un concurrent apparaît.

En France, on peut penser que la stratégie immédiate du FN est moins de viser au gouvernement que, d'une part, de peser sur les partis de gouvernement par ses thèmes et ses revendications et, d'autre part, de viser le pouvoir municipal ou *local*. Cela lui permettra d'accéder à des ressources, de satisfaire une clientèle locale et de gérer de manière assez raisonnable ses projets, en ayant une sorte de prime sur certains sujets locaux, tels que les permis de construire de certains édifices, les rapports aux étrangers,

etc. En Europe, on constate d'ailleurs des taux très largement supérieurs des partis populistes au niveau local.

La cause principale du développement des populismes n'est-elle pas que l'Europe s'est construite contre la volonté des peuples, comme en témoigne en particulier l'affaire du Traité de Lisbonne ?

D. R. : Il ne faut pas oublier, tout d'abord, les cas de la Norvège et de la Suisse, où les partis populistes sont extrêmement puissants sans qu'il y ait d'intégration à l'UE. On peut certes admettre que l'épisode de 2005 constitue un événement problématique, avec le « non » des Français et des Hollandais. Mais il faut se rappeler que le candidat Sarkozy, par exemple, avait clairement fait savoir qu'il ferait ratifier le traité de Lisbonne en cas d'élection, ce qui ne l'a pas empêché d'être élu. On peut d'ailleurs contester l'idée selon laquelle la construction européenne s'est faite contre la volonté des peuples : depuis 1957, dans tous les pays membres de l'UE, la tendance lourde a été au contraire de porter au pouvoir des partis *pro-européens* : tous les anti-européens ont été écartés ou ont dû se convertir à l'Europe. On ne peut pas dire, en outre, que l'offre anti-européenne était absente dans les élections générales, mais elle n'a pas été choisie.

Par contre, il est certain que la situation actuelle est la pire qu'on puisse imaginer : on ne peut pas demander à un peuple son consentement sans contrepartie ; or la contrepartie, c'est la capacité à agir sur son destin. On se situe actuellement dans un entre-deux particulièrement dangereux où l'Etat-nation ne peut plus, tandis que l'Europe ne peut pas encore. Nous sommes suspendus entre un monde national réputé dépassé par les puissances

émergentes, la mondialisation, la crise financière ou le réchauffement climatique et une puissance publique européenne qui est tout à fait absente. Ou bien nous serons capables de proposer une puissance publique européenne, susceptible non de remplacer mais de renforcer les puissances nationales, et alors nous trouverons un point d'équilibre. Ou bien nous ne trouverons pas cet équilibre et les peuples, de manière tout à fait rationnelle, demanderont le réinvestissement de la forme nationale. Et ils auront alors raison car on ne peut pas rester indéfiniment dans cet entre-deux.

C'est là, assurément, que la pression des partis populistes sur les partis de gouvernement peut aboutir à des conséquences désastreuses. Le risque serait que ces partis, sans accéder au pouvoir, créent une pression sur les partis de gouvernement qui les empêche de fabriquer aussi vite et bien la puissance publique européenne nécessaire. Ce qui pourrait conduire à un basculement. Si, sous cette pression, comme c'est déjà le cas au Danemark, en Suède, mais aussi en France ou en Italie, par exemple, avec l'affaire de Lampedusa, on rétablit les frontières ; s'il y a un mécanisme de rétractation, alors l'une des clés de réponse au populisme - la puissance publique européenne - fera défaut.

Ne peut-on pas dire, en ce qui concerne la France, que le développement du populisme est lié au basculement de l'électorat du PC à l'extrême-droite ? D'autre part, y a-t-il une doctrine économique chez les populistes à propos de la dette ou de la fiscalité ?

D. R. : Depuis 1983, on peut en effet constater que l'électorat du PC a peu à peu glissé vers le FN. De manière générale,

le vote ouvrier en France va dans deux directions : l'abstention ou le vote FN. C'est un phénomène qu'on observe dans toute l'Europe, avec un affaiblissement de la sociale-démocratie par fuite de l'électorat populaire vers les partis populistes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le think-tank Terra Nova a proposé au PS de renoncer à l'électorat populaire en considérant qu'on ne pouvait le récupérer qu'à des conditions idéologiques qui n'étaient pas compatibles avec les valeurs du socialisme démocratique.

Quant à la doctrine économique des partis populistes, elle se compose essentiellement de deux éléments.

1. Un attachement fort à l'État-providence, assez différent de la position originelle de nombreux partis populistes, longtemps beaucoup plus libéraux.
2. L'affirmation d'un discours *anti-fiscaliste* : l'antifiscalisme prend aujourd'hui une grande ampleur parce qu'il atteint les classes moyennes salariées, au motif que le pouvoir d'achat ne progressera plus, pense-t-on, grâce à des hausses de salaires sur lesquelles on tend à ne plus compter⁵. Par conséquent, tout prélèvement supplémentaire est considéré comme une attaque contre le pouvoir d'achat. Les projets de hausse de la pression fiscale ne sont aujourd'hui pas vendables, si on ne sait pas les expliquer.

Y a-t-il une aile écologiste dans ces mouvements populistes et, plus profondément, est-ce que certaines formes d'écologisme peuvent s'apparenter à du populisme ?

5. Voir le sondage mené par la Fondation pour l'innovation politique, <http://www.fondapol.org/sondages/2024/>

D. R. : Il est bien connu que Jörg Haider était l'un des leaders du mouvement anti-nucléaire en Autriche ; ce phénomène est aussi très important en Suisse par exemple, où il existe des liens très étroits entre le discours populiste et le discours écologique. Récemment, les populistes suisses ont ainsi considéré que plus d'immigration impliquait plus de consommation d'énergie, donc le recours au nucléaire ; et que, par conséquent, s'opposer au nucléaire et préserver l'environnement impliquait de s'opposer à immigration... Le populisme patrimonial peut facilement s'entendre avec un écologisme conservateur lié à la défense du patrimoine immatériel, y compris l'écologisme « paysagiste », la protection du paysage, un des thèmes sur lesquels s'est fondée l'hostilité à la construction des minarets. Il s'agissait de préserver un paysage suisse, une nature suisse... De manière plus générale, il est certain qu'il existe une tradition dans l'écologie qui se trouve très à l'aise avec la pensée populiste et qui joue avec beaucoup de bonheur des peurs que peut susciter la question de l'environnement, fait fond sur un certain obscurantisme, et entretient des liens parfois étroits avec l'extrême-droite, comme dans certains courants de l'écologie profonde.

N'assiste-t-on pas actuellement à une remise en cause de l'épouvantail musulman à travers les révolutions arabes et les critiques du fait que la focalisation sur le 11 septembre a conduit à invisibiliser énormément d'évolutions récentes ? Plus généralement, est-ce que cet épouvantail musulman pourra toujours être brandi ?

D. R. : Les sociétés sont vivantes, elles ne disparaissent pas mais se transforment. Sur le moyen/long terme, on sortira donc sans doute de cette problématique de

l'épouvantail musulman : c'est ma conviction, on va fabriquer ensemble un nouveau contrat social. Mais la séquence de basculement d'un point à un autre est une période favorable aux populismes : ils en tirent un très grand profit. A court-terme, donc, les choses sont différentes et leur pouvoir de perturbation peut être considérable, y compris dans le retour de la violence politique dans nos sociétés largement pacifiées aujourd'hui, par les effets d'un populisme dérégulé. Il me paraît fondamental d'organiser et d'accélérer le processus d'équilibre. C'est pourquoi je termine mon livre sur l'Euro-Méditerranée, qui est à mon avis un enjeu majeur. Nous devons agir sur ce qui va se passer pour l'orienter, en contrôler la vitesse, la nature, etc., mais cela suppose de le faire *ensemble*. L'Euro-Méditerranée est de ce point de vue un enjeu clé, d'autant qu'avec le printemps arabe, les cartes se trouvent rebattues. Mais ces évolutions prendront du temps : la question qui nourrit aujourd'hui le débat en Europe autour d'un rejet de l'Islam, c'est moins le terrorisme que des conflits de confrontation culturelle, dont je crains qu'ils aient été mal ou très peu préparés et abordés.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

L'avenir de l'automobile

Louis Schweitzer

Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme

Etienne Klein

L'avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L'avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L'avenir de l'Europe

Franck Debié

L'avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

L'avenir de la population française

François Héran

L'avenir de la cancérologie

François Goldwasser

L'avenir de la prédiction

Henri Atlan

L'avenir de l'aménagement des territoires

Jérôme Monod

L'avenir de la démocratie

Dominique Schnapper

L'avenir du capitalisme

Bernard Maris

L'avenir de la dépendance

Florence Lustman

L'avenir de l'alimentation

Marion Guillou

L'avenir des humanités

Jean-François Pradeau

L'avenir des villes

Thierry Paquot

L'avenir du droit international

Monique Chemillier-Gendreau

L'avenir de la famille

Boris Cyrulnik

L'avenir de la puissance chinoise

Jean-Luc Domenach

Les Notes de l'Institut Diderot

L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert

Emmanuel Halais

Le futur de la procréation

Pascal Nouvel

La République à l'épreuve du communautarisme

Eric Keslassy

Proposition pour la Chine

Pierre-Louis Ménard

L'habitat en utopie

Thierry Paquot

Les Dîners de l'Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd'hui

Nathalie Kosciusko-Morizet

Politique de santé : répondre aux défis de demain

Claude Evin

La réforme de la santé aux Etats-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ?

Victor Rodwin

Les Entretiens de l'Institut Diderot

L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)

L'avenir du populisme

Dominique Reynié prend acte d'un phénomène nouveau qui affecte le rapport des forces politiques dans l'Europe entière : la montée, depuis 15 ans, de mouvements dits « populistes ».

Prenons garde de ne pas raisonner à l'ancienne. Ces mouvements ne se présentent nullement comme le simple prolongement des actions et des doctrines de « l'extrême droite » traditionnelle. Le croire serait s'exposer à se trouver à chaque instant pris à contre pied. On le voit en France, par exemple, lorsque Marine Le Pen défend la laïcité ou affiche une politique pro-israélienne.

Cette nouveauté, Dominique Reynié nous invite à nous en saisir par un concept nouveau, celui de « populisme patrimonial ». Dans une Europe vieillissante, inquiète de son appauvrissement démographique, ce populisme joue sur le désir de sécurité et la peur de l'immigration. Il se présente comme une défense du patrimoine immatériel, c'est-à-dire un « style de vie », aussi bien que matériel, c'est-à-dire qu'il joue sur la peur que suscite la baisse du niveau de vie.

La discussion approfondie qui a suivi cet exposé montre combien est éclairant le point de vue de Dominique Reynié pour un avenir qui ne doit pas devenir une fatalité.

Pr. Dominique Lecourt

Directeur général de l'Institut Diderot



Dominique Reynié

“

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

La présente publication ne peut être vendue

